



Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'Aquilon

Volume 41 numéro 6
13 février 2026



À LIRE PAGES 12 ET 13

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



DOSSIER DE LA SEMAINE

Zoom sur la fin d'une ère

À LIRE PAGES 4 À 6

PHOTO CRISTIANO PEREIRA

PHOTO ISTOCK/CHERDCHAI CHAWIENGHONG

À LIRE PAGE 3



BUDGET

Pas de hausse de taxes à l'horizon aux TNO

PHOTO CRISTIANO PEREIRA

À LIRE PAGE 7



POLITIQUE

Notre système de santé remis en question ?



L'Aquilon

PRIX D'EXCELLENCE
DE LA PRESSE FRANCOPHONE

www.mediastenois.ca
contact@mediastenois.ca
5016 48^e Rue, C.P. 456,
Yellowknife, NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiportages :
Responsable éditoriale :	Cécile Antoine-Meyzonnade		Nelly Guidici	marketing@mediastenois.ca
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy	Représentation territoriale GTNO :
				North Creative advertising@northagency.ca

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

Fin, Fine, The End...

Qu'on la prononce avec l'audace d'une Jeanne Moreau, la douce voix d'un Marcello Mastroianni ou le ton de super héros d'un Robert Downey Jr, une fin est une fin et plus de Capitot il n'y aura.

La semaine passée, lorsque la nouvelle est tombée – celle d'un cinéma que tout le monde connaît qui ferme radicalement ses portes du jour au lendemain –, l'espoir de voir un élan populaire et surtout politique se lancer était permis. Aujourd'hui, les jours ont passé, et rien. Pas de messages de lutte, pas de manifestation... On ne peut pas dire le contraire, la fermeture du Capitot est un désastre commercial, mais il est aussi politique. De nombreux.ses élu.e.s ont

confié leur peine face à la perte de ce lieu central de la vie culturelle, tout en renvoyant la faute sur le changement de notre économie et des habitudes de consommation des citoyen.ne.s. Alors, certes, le Capitot fait partie du domaine privé, mais l'accès à la culture est, lui, un bien culturel commun. Les jeunes, les créateurs, la communauté tout

entière ont besoin de lui comme divertissement, incubateur et vitrine.

Un cinéma, ça représente tellement, et l'écran, même dernier cri de votre salon, ne remplacera jamais cet espace, à la moquette broyée d'odeurs réconfortantes de maïs soufflé au beurre, au sein duquel se croisaient les voisin.e.s, les ami.e.s et même les ennemi.e.s. Sur

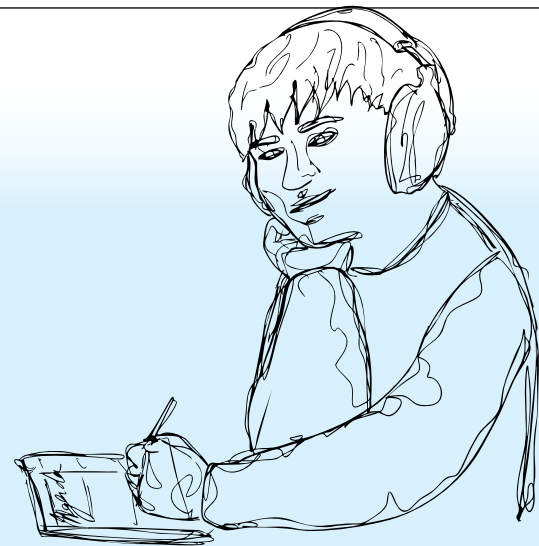
le trottoir, en face de la devanture de l'édifice à la pancarte entourée d'ampoules, on peut observer, si l'on y fait très attention, un ou une passant.e s'arrêter, sortir de sa poche un téléphone et prendre un cliché de la façade. Une dernière inscription sur une pellicule virtuelle, une manière de garder éternel ce qui disparaît.



Territoire d'info

Votre nouveau rendez-vous multi hebdomadaire à retrouver sur les ondes de **Radio Taïga (103,5 FM) et sur notre site **mediatenois.ca****





L'Agenda d'Élodie

ÉCOUTEZ L'AGENDA

Concert spécial (Yellowknife)

14 FÉVRIER

Le groupe Ragged Ass Swing revient à Yellowknife pour une soirée spéciale inspirée par l'amour, présentée ce samedi dans la salle de bal du Château Nova. Pour la Saint-Valentin, **l'orchestre de 22 musiciens propose une ambiance festive et élégante** avec de la musique big band, des chanteurs charismatiques et des solos enflammés. Le répertoire traverse près de cent ans d'histoire musicale, allant des grandes époques du swing aux classiques à la Sinatra. La soirée comprend trois sets musicaux ainsi qu'un cours de danse Lindy Hop avant le spectacle, ouvert à tous les niveaux. Des collations sont incluses et un bar sera disponible. L'évènement est réservé aux 19 ans et plus.

Matinée contes (Yellowknife)

15 FÉVRIER

L'Aventure des petits doigts revient pour une quatrième édition amusante et chaleureuse destinée aux tout-petits et à leurs familles. Présentée par André Beaupré, cette **activité de contes en français invite les enfants jusqu'à 6 ans à découvrir l'univers des cadeaux rigolos** à travers des histoires interactives, pleines d'humour et d'imaginaire. Les récits encouragent la participation active, l'exploration sensorielle et l'éveil de la curiosité dans un environnement bienveillant et sécurisant. L'évènement se déroulera ce dimanche de 11 h à midi à l'espace Collectif Soul à Yellowknife. L'activité est gratuite, ouverte à tous et ne nécessite aucune inscription.

Fred Fortin en concert (Yellowknife)

17 FÉVRIER

Fred Fortin sera en concert à Yellowknife le **mardi 17 février au Top Knight**, situé au deuxième étage du Black Knight Pub. Figure marquante de la scène musicale francophone, Fred Fortin est reconnu pour ses guitares franches, son son brut et sa poésie imagée. En duo avec Olivier Langevin, il propose une performance épurée qui met les chansons au premier plan. Le spectacle promet une soirée intense, parfois rugueuse, parfois émouvante, mais toujours authentique. Les portes ouvriront à 18 h et le concert débutera à 19 h 30.

Collaborateurs de cette semaine
Juliana Orthlieb

La pression monte sur la santé à l'Assemblée

Les échanges des derniers jours ont mis en lumière une remise en question persistante de la façon dont le système de santé répond aux besoins des patient.e.s. Transport médical, accès aux soins et stabilité de la main-d'œuvre ont cristallisé les critiques de plusieurs députés.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Cette semaine à l'Assemblée législative, plusieurs député.e.s ont directement remis en question l'approche du gouvernement en matière de santé. Transport médical, accès aux soins et pénurie de personnel ont dominé les échanges le 9 et 10 février, alors que des élu.e.s ont dénoncé un écart croissant entre les réformes annoncées et la réalité vécue par les patient.e.s sur le terrain.

La ministre de la Santé et des Services sociaux, Lesa Semmler, a mis de l'avant des améliorations récentes, notamment une réduction des délais d'attente pour les services de laboratoire à Yellowknife et un renforcement de la collaboration avec Alberta Health Services. Mais du côté de plusieurs député.e.s, l'accent a surtout été mis sur ce qui est perçu comme des défaillances persistantes du système, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

Des critiques répétées

Le député de Range Lake, Kieron Testart, a reproché au gouvernement de privilégier les processus administratifs au détriment de l'accompagnement des patient.e.s, surtout en matière de transport médical. Selon lui, des familles doivent encore assumer des couts importants lors d'évacuations d'urgence. « Les familles méritent du soutien dans des moments de crise, pas de la confusion, du stress et un fardeau financier, a-t-il lancé. Il ne s'agit pas d'argent, mais de reconnaissance et de soutien, ce qui peut faire une réelle différence dans la vie des gens. »

Le lendemain, mardi 10 février, M. Testart est revenu à la charge en citant plusieurs cas concrets où des personnes accompagnantes ou des frais d'hébergement ont été refusés. Il a décrit un système qui, selon lui, ne tient pas compte de la détresse vécue par les patient.e.s et leurs proches. « Il y a ici un thème commun que tous les député.e.s connaissent trop bien : les traumatismes, l'incapacité et des situations où de jeunes enfants et des aîné.e.s doivent endurer des circonstances qu'ils ne peuvent gérer seuls », a-t-il affirmé.

Le député de Yellowknife Centre, Robert Hawkins, a dressé un constat similaire, qualifiant le transport médical d'obstacle plutôt que de solution. « Pour de nombreux résident.e.s des TNO, la promesse d'un accès équitable aux soins de santé est brisée », a-t-il soutenu. Il a dénoncé un enchevêtrement de règles et de communications déficientes, ajoutant que « les patient.e.s ne devraient pas avoir l'impression d'être géré.e.s par des robots ».



Le député de Yellowknife Centre, Robert Hawkins, s'adresse à l'Assemblée législative, sous le regard du député de Range Lake, Kieron Testart. (Photo Cristiano Pereira)

Inquiétudes sur le système

Au-delà du transport médical, la députée de Yellowknife Nord, Shauna Morgan, a élargi le débat à la viabilité même du système de santé. Tout en reconnaissant des objectifs partagés, comme la continuité des soins et la sécurité culturelle, elle a critiqué l'absence de cibles mesurables et d'échéanciers. « Si nous n'avons fixé aucune cible, si nous n'avons pas déterminé comment mesurer les progrès et s'il n'y a aucun échéancier attaché à l'examen, alors ce n'est pas vraiment un examen », a-t-elle dit avant d'ajouter : « C'est simplement naviguer à vue. »

M^{me} Morgan a également mis en garde contre le roulement constant de personnel temporaire, estimant que les efforts en matière de sécurité culturelle risquent d'échouer sans une main-d'œuvre stable. « Essayons-nous de construire une belle maison sur des fondations de sable ? », a-t-elle interrogé.

Enfin, le député de Tu Nedhé-Wiilideh, Richard Edjericon, a rappelé que l'accès aux soins est aussi une question de droits issus des traités, jugeant que la confusion des compétences continue de nuire aux patient.e.s autochtones. « Nos droits se perdent dans un enchevêtrement croissant de politiques et de règlements », a-t-il affirmé.

PROGRAMMES

Programme mentor-apprenti

Parlez-vous une langue autochtone?
Vous aimeriez l'enseigner?
Participez au Programme mentor-apprenti!

Trouvez quelqu'un qui veut apprendre votre langue et présentez une demande ensemble.

Pas de salles de classe, pas de manuels :
que deux personnes vivant leur langue.

Date limite : 28 février 2026

Présentez votre demande dès maintenant!

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest



Un écran noir pour Yellowknife

Le Capitol Theatre, seul cinéma de la capitale ténioise, fermera définitivement ses portes le 31 mars, après plus de 75 ans d'activité. En cause : des pertes financières accumulées depuis la pandémie et la non-reconduction du bail par le propriétaire de l'immeuble.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

La nouvelle est tombée par voie de communiqué : le Capitol Theatre, seul cinéma de Yellowknife, **fermera définitivement ses portes** le mardi 31 mars prochain. Un message, diffusé le 3 février par la direction de la salle, indique que le bail de l'établissement n'a pas été renouvelé et que « les effets résiduels de la pandémie, combinés à l'évacuation liée aux feux de forêt », rendent la poursuite des activités « intenable ». Après plus de 75 ans de projections, de films grand public, de festivals et de productions locales, la capitale des Territoires du Nord-ouest s'apprête ainsi à perdre son unique salle de cinéma, sans qu'aucune solution de remplacement ne soit encore annoncée.



La salle du Capitol Theatre fermera définitivement à la fin du mois de mars. (Photo Cristiano Pereira)

Des difficultés accumulées

Depuis six ans, le Capitol Theatre de la ville de Yellowknife fonctionne à perte, d'après son directeur général, Chris Wood. La fermeture annoncée du seul cinéma de la première ville des TNO, prévue à la fin du mois de mars, n'est pas le résultat d'un événement isolé, mais l'aboutissement d'une série de difficultés structurelles et de chocs successifs qui ont fragilisé l'établissement sur le long terme. « Nous perdons de l'argent de façon constante depuis maintenant six ans », a-t-il expliqué à Médias Téniois.

La pandémie a marqué un point de rupture dont le cinéma ne s'est jamais réellement remis, selon le gérant. Contraint de fermer pendant de longues périodes en 2020, le Capitol a ensuite fait face à un changement durable des habitudes du public. Le recours accru aux plateformes de diffusion en continu et la multiplication des sorties directement en ligne ont réduit la fréquentation des salles. La grève des scénaristes à Hollywood a ensuite ralenti l'arrivée de nouveaux films, avant que l'évacuation de Yellowknife lors des feux de forêt de 2023 ne vienne interrompre une timide reprise.

Pour Chris Wood, ces difficultés ne relèvent pas d'un simple passage à vide : « Le modèle d'affaires a fondamentalement changé depuis la COVID. »

Des projets freinés par les pertes

Malgré tout, les propriétaires du cinéma ont poursuivi l'exploitation en espérant un redressement. Des plans de rénovation avaient été élaborés, incluant le remplacement des sièges et une remise à niveau des espaces intérieurs, pour un coût estimé à environ 250 000 \$. Ces projets ont toutefois été abandonnés lorsque les pertes ac-

cumulées durant la pandémie ont épuisé les fonds prévus à cet effet. Sans retour sur investissement possible et sans partenaire prêt à partager les coûts, l'avenir du cinéma s'est progressivement assombri.

Une décision sans retour

Parallèlement, le bail du Capitol Theatre, situé dans l'immeuble Precambrian, arrivait à échéance. Chris Wood indique que, malgré plusieurs démarches au cours de la dernière année, aucune entente n'a pu être trouvée avec le propriétaire pour assurer la poursuite des activités. La décision finale, dit-il, a été rapide et sans appel. « Il n'y a rien qui peut être fait. La décision a déjà été prise », résume-t-il.

Selon lui, il est peu probable que l'espace soit repris par un autre exploitant de cinéma traditionnel, en raison des coûts importants de rénovation et des contraintes liées à une salle conçue spécifiquement pour la projection de films, située au deuxième étage d'un immeuble commercial.

Au-delà des considérations économiques, la fermeture du Capitol Theatre a également une dimension personnelle pour Chris Wood, qui œuvre dans l'industrie du cinéma depuis près de 50 ans. Arrivé à Yellowknife il y a 18 ans pour prendre la direction du Capitol, il n'envisageait pas de quitter ce milieu aussi abruptement. « Je n'avais pas prévu de prendre ma retraite à cet âge, et je ne suis pas prêt à la prendre », confie-t-il. Il reconnaît devoir maintenant composer avec une situation imprévue,

sans plan établi pour la suite. Cette transition forcée, explique-t-il, nécessite du temps pour être digérée.

Une perte collective

L'impact de la fermeture dépasse toutefois sa situation personnelle. Le Capitol Theatre est depuis longtemps un employeur important pour les jeunes de Yellowknife, en particulier les élèves du secondaire. Nombreux d'entre eux reviennent y travailler pendant les vacances scolaires ou après leurs études. « J'emploie jusqu'à 20 adolescent.e.s à n'importe quelle période », souligne-t-il.

Chris Wood s'inquiète également des conséquences pour les familles et pour l'attractivité de la ville. Si Yellowknife dispose d'installations sportives modernes et d'une scène artistique dynamique, l'absence d'un cinéma risque, selon lui, de peser sur la qualité de vie quotidienne et sur la capacité des employeurs à recruter et retenir du personnel.

Avec le temps, il estime que la portée de cette perte deviendra plus évidente pour la population. « Les gens vont ressentir une perte. Ce sera comme s'ils avaient perdu un ami », conclut-il.

Le Capitol Theatre, sous différentes formes, projetait des films à Yellowknife depuis la fin des années 1940. Pour Chris Wood, c'est seulement une fois les lumières éteintes que plusieurs réaliseront pleinement ce que ce lieu représentait pour la communauté.

« Il n'y a rien qui peut être fait. La décision a déjà été prise »

– Chris Wood, directeur général du Capitol

Après 18 ans à la tête du Capitol Theatre, Chris Wood s'apprête à éteindre les projecteurs du dernier cinéma de Yellowknife. (Photo Cristiano Pereira)





Le Capitol ferme, la ville regarde ailleurs

La fermeture du seul cinéma de Yellowknife ne se limite pas à la disparition d'un lieu culturel. Elle relance une réflexion plus large sur les habitudes de consommation, la vie communautaire et l'accès aux espaces culturels dans le Nord.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Cet écran qui s'éteint dépasse le simple cadre d'une fermeture commerciale. Pour plusieurs observateurs, l'annonce agit comme un révélateur des mutations en cours dans la vie communautaire, les pratiques culturelles et l'accès aux lieux de rassemblement dans les villes nordiques.

Dans un bref communiqué transmis à Médias ténois par McCORManagement, co-proprétaire de l'immeuble Precambrian où est situé le cinéma, l'entreprise confirme que le bail ne sera pas renouvelé. « Nous reconnaissons l'importance des lieux de divertissement, particulièrement les espaces intérieurs, pour la communauté de Yellowknife », écrit Ruth Winthrop, au nom des propriétaires. McCOR précise vouloir aller de l'avant avec « un nouveau locataire qui continuera d'utiliser l'espace à des fins similaires », sans toutefois répondre aux questions sur les possibilités de maintien du cinéma actuel.

Le maire de Yellowknife, Ben Hendriksen, reconnaît que « chaque fois que la ville perd un lieu où la communauté peut se rassembler dans un espace partagé, c'est une perte pour Yellowknife ». Il précise toutefois que la Ville n'était pas informée d'un risque lié au bail et que l'exploitation du cinéma relève d'un acteur privé. « Ce sera aux Yellowknifers, que ce soit par l'entremise d'une entreprise ou d'un groupe communautaire, de ramener un cinéma à Yellowknife », écrit-il, en citant l'exemple de Whitehorse, où le cinéma est aujourd'hui exploité par un organisme communautaire. Il estime enfin que, malgré cette fermeture, les habitants « qui veulent aller au cinéma trouveront de nouvelles façons de le faire ».

Cela dit, une majorité d'élus municipaux a choisi de faire l'autruche. Sur les huit conseillers municipaux, seuls deux ont répondu aux demandes de réaction. Plusieurs élus sont ainsi restés silencieux, donnant l'impression que la fermeture du seul cinéma de la ville ne mérite pas, pour eux, d'être publiquement discutée.

Une responsabilité collective

À contre-courant de ce silence, le conseiller municipal Tom McLennan a tenu à réagir. Pour lui, la fermeture du Capitol Theatre est à la fois « très décevante, personnellement et comme représentant de la communauté », mais aussi difficile à dissocier des choix collectifs pris au fil des années.

Selon lui, la disparition du cinéma s'inscrit dans une dynamique plus large où la consommation culturelle se fait de plus en plus à domicile. « Lentement mais sûrement, la majorité d'entre nous choisit de consommer les médias à la maison. Tout

le marché de consommation est construit pour rendre cela incroyablement facile et pratique », observe-t-il. Il ajoute que chaque fois que les citoyens « choisissent de regarder un film sur Netflix, de commander sur Amazon ou d'interagir sur Facebook, nous rétrécissons et fragmentons notre propre communauté locale ».

Tom McLennan insiste sur le fait que ces effets sont rarement perceptibles à court terme. « Ces conséquences ne suivent pas un seul choix, quelques commandes ou même quelques mois de décisions. Elles se construisent avec le temps et notre cerveau n'est pas conçu pour facilement faire le lien entre les deux, un peu comme avec les changements climatiques », explique-t-il. Selon le conseiller, « la facilité, la commodité et le faible coût créent des habitudes, et ces habitudes érodent lentement des communautés comme la nôtre partout au pays ».

Le marché comme arbitre

Le conseiller municipal Steve Payne a lui aussi tenu à réagir à l'annonce. Il parle d'« une chose triste à voir arriver ». Sans trancher sur les causes exactes, il s'interroge sur le contexte plus large : « Je ne sais pas si c'est un signe des temps, les cinémas suivant le même chemin que les clubs vidéo



Vide et silencieuse, la salle du seul cinéma de Yellowknife incarne une perte culturelle que plusieurs estiment irréversible. (Photo Cristiano Pereira)

« Ce sera aux Yellowknifers, que ce soit par l'entremise d'une entreprise ou d'un groupe communautaire, de ramener un cinéma à Yellowknife »

– Ben Hendriksen, maire de la ville de Yellowknife

du passé, ou si c'est plutôt un besoin de mieux entretenir notre cinéma actuel. » Steve Payne souligne que, selon lui, « le marché finira par faire ce qui est nécessaire », tout en se disant « plein d'espoir que quelqu'un viendra combler le vide et rouvrir un cinéma à l'avenir ».

Une perte pour la communauté francophone

Pour le directeur général de l'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY), Maxime Joly, cette décision est une perte concrète et immédiate pour la communauté francophone. « La fermeture du Capitol Theatre représente une perte majeure pour Yellowknife. C'était le seul cinéma de la capitale ténoise et une institution culturelle ancrée dans le quotidien des gens depuis des décennies », souligne-t-il.

Il rappelle que, depuis près de trois ans, l'AFCY y présentait des projections de films en français, en partenariat avec Western Arctic Moving Pictures et le Toronto International Film Festival. « La fermeture du Capitol met fin à un espace de diffusion stable, ce qui complique l'organisation de ces activités à court terme », explique Maxime Joly, tout en notant que des solutions temporaires sont envisagées malgré d'importantes contraintes logistiques et techniques.

Au-delà de Yellowknife

Du côté du milieu du cinéma, le directeur de la Hay River Film Society, Scott Clouthier, estime que la disparition du Capitol Theatre dépasse largement les frontières de Yellowknife. Selon lui, le cinéma jouait un rôle central pour la diffusion des œuvres produites dans le territoire et pour l'émergence de nouveaux créateurs. Il rappelle que de nombreux festivals et projections y ont trouvé leur public au fil des ans, faisant du Capitol un véritable point de convergence pour le cinéma nordique.

Pour Tom McLennan, la perte du cinéma doit aussi inviter à une réflexion collective sur le type de communauté que les citoyens souhaitent préserver. « Construire une communauté et soutenir l'économie locale dans des endroits petits et éloignés n'est ni pratique ni bon marché », reconnaît-il.

Il invite néanmoins les résidents à continuer de soutenir les autres initiatives culturelles existantes et à participer activement à la vie communautaire. « Les communautés sont construites et maintenues par des décisions individuelles, chaque jour, rappelle-t-il. La perte du cinéma est la perte d'un espace communautaire, mais nous sommes incroyablement chanceux d'en avoir encore beaucoup d'autres. »

Le GTNO reconnaît une perte

La ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, Caitlin Cleveland, reconnaît que la fermeture du Capitol Theatre constitue une perte importante pour Yellowknife et pour l'ensemble du territoire.

Dans une déclaration écrite, elle souligne que le cinéma a été « un lieu où de nombreux Yellowknifers se sont rassemblés, ont occupé leur premier emploi et ont découvert la magie du cinéma ». Elle affirme que les salles de cinéma jouent un rôle culturel essentiel, notamment en offrant « un espace pour se connecter et partager la joie de la narration », tout en contribuant à susciter l'intérêt des jeunes pour les métiers artistiques et le cinéma.

La ministre met toutefois l'accent sur la vitalité plus large du secteur créatif dans les Territoires du Nord-Ouest. Elle

rappelle l'existence de divers programmes de financement et de soutien offerts par le gouvernement territorial, notamment par l'entremise de NWT Arts, de la Commission du film des TNO et du ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi.

Caitlin Cleveland souligne également la présence d'autres lieux et événements culturels à travers le territoire, citant notamment des festivals, des centres culturels communautaires et des initiatives portées par des gouvernements autochtones et des organismes locaux. Selon elle, ces projets témoignent de la résilience et de la créativité des communautés nordiques.

« Sans aucun doute, le cinéma est une perte pour Yellowknife, mais l'objectif du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest demeure de soutenir le secteur créatif là où c'est possible », conclut-elle, tout en se disant confiante quant à la capacité des communautés à trouver de nouvelles façons de combler le vide laissé par la fermeture du Capitol Theatre.



Gros plan sur une vulnérabilité nordique

Le cinéma, c'est l'art de sculpter le temps, a dit le célèbre réalisateur russe Andrei Tarkovski. Pour le Capitol Theatre de Yellowknife, le temps est malheureusement compté et sa fermeture imminente a déclenché une onde de choc non seulement aux TNO, mais bien au-delà. Face à la fragilité de l'offre cinématographique dans le Nord, alors que la capitale n'aura plus d'accès à une salle de cinéma, qu'en est-il des deux autres capitales territoriales ?

Nelly Guidici

L'annonce a fait grand bruit à Yellowknife. La fermeture prochaine du Capitol Theatre, unique cinéma de la capitale, met en lumière la situation fragile de l'accès au cinéma dans le Nord canadien. Si les villes d'Iqaluit et de Whitehorse ont chacune un cinéma, la dynamique cinématographique demeure très fragile dans les territoires.

Andrew Connors, directeur artistique de l'organisme Yukon Film Society s'est dit attristé par cette nouvelle qui fera de Yellowknife, la seule capitale du pays à ne pas avoir de cinéma. « Je trouve ça vraiment regrettable et la perspective que Yellowknife se retrouve sans cinéma est, à mon avis, une petite tragédie », a-t-il déclaré lors d'une entrevue.

À Hay River, Scott Clouthier, directeur de la Hay River Film Society, estime que cette fermeture va avoir des répercussions bien au-delà de la capitale avec une onde de choc dans l'ensemble du territoire. « Je pense que c'est une grande perte non seulement pour la ville de Yellowknife, mais aussi pour l'ensemble du territoire. Et je pense aussi en particulier pour la communauté cinématographique, car, Yellowknife étant la capitale, le fait qu'elle ne dispose pas d'un cinéma à temps plein fait vraiment une différence. »

Sonya Yotoka Williams est directrice du Réseau des exploitants canadiens indépendants et se consacre à soutenir les cinémas indépendants à travers le pays. Pour elle, cette situation est d'autant plus regrettable, car elle met en lumière les défis particuliers auxquels doivent faire face les cinémas dans le Nord canadien.

Faire face aux défis

L'Astro Theatre a ouvert ses portes en avril 1996 à Iqaluit. Puis en 2012, la société de production audiovisuelle, Piksuk Media Inc., est devenue propriétaire de ce lieu. Depuis 2023 l'Astro accueille les projections du festival international du film du Nunavut. Mais derrière le dynamisme



Le cinéma indépendant Astro Theatre a ouvert ses portes en avril 1996 à Iqaluit. (Courtoisie Brive Ivanovic)

de tels événements, ce cinéma doit faire face à des défis qui se sont amplifiés depuis la pandémie de Covid en 2020.

Charlotte De Wolff, copropriétaire de l'Astro pointe du doigt des défis croissants dans un contexte nordique où tout est plus cher que partout ailleurs au pays, notamment le coût de l'accès à internet et l'augmentation des frais de distribution des films : « Pour l'instant, nous relevons les défis, mais c'est extrêmement difficile. »

Cinéphilie au Yukon

À Whitehorse, l'enseigne rouge du Yukon Theatre illumine la rue depuis 1954. Le bâtiment, qui est devenu une icône de la capitale, a failli connaître un destin similaire que celui du Capitol. Andrew Connors se remémore cette période où le cinéma a rouvert ses portes après presque deux ans



(Photo Nelly Guidici)

de fermeture suite à la pandémie. Le conseil d'administration de

l'organisme Yukon Film Society a négocié un bail auprès de la municipalité de Whitehorse, devenue propriétaire du lieu, pour reprendre la gestion du cinéma. « Nous savions que les Yukonnais.e.s voulaient un cinéma à Whitehorse et qu'ils le soutiendraient. Pour nous, c'était un service public important. »

Une partie de la sélection du festival du film Available Light est désormais projetée dans les deux salles qui peuvent accueillir environ 400 personnes. La popularité du Yukon Theatre et le dynamisme de la scène cinématographique du Yukon attirent des spectateurs venus de très loin pour passer une soirée devant un grand écran. Avec près de 40 000 tickets vendus en 2024, M. Connors rappelle que le public vient aussi d'Inuvik dans les TNO et de Juneau en Alaska.

Fragilité de la viabilité financière

Le paysage financier demeure sombre pour les exploitants de films indépendants, selon une étude publiée en 2024 par le Réseau des exploitants canadiens indépendants. En effet, 70 % d'entre eux n'ont pas atteint leurs objectifs financiers et 60 % ont enregistré des pertes à la fin du dernier exercice financier.

Ces chiffres sont accablants et laissent présager des fermetures imminentes ainsi que la disparition d'exploitants d'après le

réseau. Des solutions existent pourtant et nécessitent la mise en place de polices et de soutiens au niveau des municipalités et des gouvernements. Par ailleurs, certaines exigences des studios de cinéma vont à l'encontre des cinémas indépendants. En effet, les « clean runs » imposent deux, trois ou quatre semaines d'exploitation pour les films à leur sortie et n'acceptent qu'un seul film à l'affiche à toutes les séances. Cette pratique porte un coup de massue au devenir des petits cinémas et n'est tout simplement pas faisable.

« C'est l'une de nos grandes priorités. Et si nous parvenions à faire des progrès dans ce domaine, ce serait énorme pour la viabilité des cinémas indépendants et des cinémas en général », indique Sonya Yotoka Williams.

La créativité doit être un moteur de réflexion et de collaboration pour M. Connors. Les marges de bénéfices sont minces et le cinéma doit pouvoir devenir un espace communautaire où d'autres événements peuvent être organisés, comme des concerts et des conférences. « Nous devons faire preuve de plus de créativité, mais cela doit se faire en collaboration avec le gouvernement, pense M. Connors. Et il n'y a pas moyen de contourner cela. »

Les cinémas indépendants représentent bien plus que de simples commerces. Pour Sonya Yotoka Williams ce sont des lieux d'expression de la vitalité artistique d'un territoire : « Nous sommes actuellement à un stade où nous devons nous battre pour que les cinémas soient reconnus comme des espaces précieux. »

« Nous sommes actuellement à un stade où nous devons nous battre pour que les cinémas soient reconnus comme des espaces précieux. »

— Sonya Yotoka Williams, directrice du Réseau des exploitants canadiens indépendants

Le GTNO dévoile un budget sans nouvelles taxes

La ministre des Finances, Caroline Wawzonek, a présenté le budget 2026-2027 dans un contexte économique marqué par la fin annoncée de plusieurs piliers industriels et par des pressions croissantes sur les finances publiques.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L’Aquila

Le budget prévoit des dépenses totales de 2,724 milliards de dollars, pour des recettes estimées à 2,744 milliards, ce qui laisse entrevoir un excédent de fonctionnement de 20 millions de dollars après ajustements. Les dépenses ministérielles s’élèvent à 2,397 milliards de dollars, auxquelles s’ajoutent 326 millions en ajustements, incluant les contributions aux infrastructures, l’entretien différé et une réserve supplémentaire.

Cette réserve est portée à 210 millions de dollars, un choix que la ministre justifie par la multiplication des situations d’urgence et l’augmentation des coûts dans plusieurs secteurs. Le budget n’introduit ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts, mais prévoit l’indexation à l’inflation de certains frais et taux d’impôt foncier. La croissance globale des dépenses est limitée à moins de 1 % par rapport à l’exercice précédent.

Discipline budgétaire

La dette totale du territoire devrait atteindre 2,21 milliards de dollars au 31 mars 2027, un niveau qui demeure sous le plafond d’emprunt fédéral de 3,1 milliards. Le plan d’emprunt du gouvernement prévoit par ailleurs de transférer une partie de la dette à court terme vers des instruments à plus long terme afin de réduire l’exposition aux fluctuations des marchés.

Dans son discours à l’Assemblée, Caroline Wawzonek a inscrit ce budget dans une réflexion plus large sur le rôle stratégique du Nord. Elle a insisté sur la nécessité de dépasser les représentations symboliques du Nord pour mettre l’accent sur ses habitants et ses capacités réelles : « La souveraineté doit s’exprimer à travers les personnes. »

Une économie en transition

Sur le plan économique, le budget reconnaît une période de transition. Le produit intérieur brut réel devrait reculer de 3,2 % en 2026, notamment en raison de la fermeture progressive de mines de diamants et de la fin des activités pétrolières à Norman Wells. Le gouvernement mise toutefois sur la stabilité relative de l’emploi, la croissance des salaires et l’augmentation des dépenses publiques pour amortir le choc.

Plus de 11 millions pour le logement et la santé

Les priorités budgétaires reflètent celles de la 20^e Assemblée législative. En matière de logement, 8,3 millions de dollars sont

prévus pour soutenir les refuges d’urgence à Yellowknife, Hay River, Inuvik et Fort Simpson, ainsi que pour créer une nouvelle division dédiée à l’itinérance au sein d’Habitation TNO. Des fonds sont également alloués au logement de transition, à la prévention de la violence familiale et au centre de jour et de dégrisement de Yellowknife.

En santé, le budget prévoit notamment 3,1 millions de dollars pour instaurer des services de laboratoire et de diagnostic 24 heures sur 24 à l’hôpital territorial Stanton, ainsi que des investissements dans les soins de longue durée, la santé mentale en milieu scolaire et le renouvellement d’équipements biomédicaux.

Résilience des collectivités

La sécurité des collectivités figure aussi parmi les axes majeurs, avec 8 millions de dollars destinés à renforcer la lutte contre les feux de forêt et l’adaptation aux changements climatiques, ainsi que des fonds pour améliorer les systèmes de gestion des urgences.

« Ce budget transforme les restrictions en actes en nous permettant d’investir dans les personnes, de renforcer les services essentiels et de miser sur la collaboration intergouvernementale afin de réaliser le plein potentiel des Territoires du Nord-Ouest », a déclaré la ministre dans le communiqué accompagnant le dépôt du budget. Elle a ajouté qu’« un Nord fort permettra de bâtir un Canada plus fort », résumant ainsi l’ambition affichée par le gouvernement pour l’année à venir.



La ministre des Finances, Caroline Wawzonek, à l’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, à Yellowknife. (Photo Cristiano Pereira)

FINANCEMENT

Initiative de réduction et de recyclage des déchets

Vous avez une idée pour aider votre collectivité à réduire, à réutiliser et à recycler ses déchets?

Les administrations municipales et communautaires, les gouvernements et organisations autochtones, les écoles, les organismes sans but lucratif, les entreprises et les particuliers peuvent recevoir des fonds pour réaliser des projets visant à réduire, à réutiliser et à recycler les déchets dans leur collectivité.

Aller à: www.ecc.gov.nt.ca/fr/irrd

Date limite : 31 mars 2026.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Soins de santé en crise : une mobilisation s'organise

La Fédération du travail des Territoires du Nord (Northern Territories Federation of Labour-NTFL) et la Fédération du travail du Yukon ont lancé une nouvelle campagne pour exhorter les gouvernements territoriaux et celui du fédéral à agir face à la situation préoccupante des soins de santé dans le Nord. Selon des données récentes du gouvernement du Canada, le taux de postes vacants chez le personnel infirmier au Nunavut atteint 49 %.

Karine Lavoie – IJL – Le Nunavoix

Pour la NTFL, la solution à cette situation critique passe notamment par un meilleur ratio infirmier-patient, des mesures accrues de rétention du personnel, la formation d'employés du Nord et un renforcement des soins primaires dans les communautés nordiques.

Cette urgence d'agir est aussi soulignée sur le site Web de la campagne : « Les soins de santé dans le nord sont en crise, et les habitants du nord exigent que les gouvernements territorial et fédéral travaillent ensemble pour améliorer la situation ».

Des revendications claires

La NTFL se décrit comme « des défenseurs des soins de santé dans le Nord qui représentent les travailleuses et travailleurs de la santé ainsi que leurs communautés ». « L'organisation en est actuellement à la phase “racontez-nous votre histoire” de sa campagne. Nous espérons qu'en présentant certaines de ces histoires très réelles, tant celles de patients confrontés à des difficultés d'accès aux services que celles de professionnels réclamant des améliorations, les gouvernements commenceront à mettre en œuvre de véritables changements », explique Sara-Jayne Dempster, présidente de l'organisation.

Le sous-effectif chronique et l'épuisement professionnel figurent parmi les enjeux majeurs soulevés par la Fédération. À cela s'ajoutent les sommes considérables versées par le gouvernement à des entreprises privées pour offrir du personnel provenant de l'extérieur ainsi que l'éloignement de nombreuses collectivités qui se retrouvent sans accès fiable aux services de santé. Sara-Jayne Dempster souhaite rencontrer les ministres de la Santé des deux territoires pour discuter des témoignages recueillis dans le cadre de cette campagne. Selon elle, les gouvernements semblent ignorer la réalité des patients et des employés.

La NTFL est sans équivoque : la sous-traitance n'est pas une solution puisqu'elle dépouille les populations du Nord de fournisseurs de soins constants et dignes de confiance. De surcroît l'organisation évoque entre autres les montants faramineux qui pourraient plutôt servir à financer des moyens durables, qui renforceraient donc l'offre à long terme.

Une campagne appuyée par le Syndicat des employés du Nunavut

Concernant le Nunavut, des données de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICHI) indiquent que le Nunavut possède le système de santé le plus couteux du Canada, avec des dépenses atteignant 30 086 \$ par personne en 2025. Toutefois, le Syndicat des employés du Nunavut (NEU) rappelle que ces sommes records ne reflètent pas la qualité des soins fournis à la population.

Le NEU affirme soutenir pleinement cette démarche de mobilisation et souhaite qu'elle puisse mener à des changements. « Notre syndicat espère que le gouvernement du Nunavut prendra cette campagne au sérieux et qu'il s'efforcera de réduire sa dépendance à l'égard des travailleurs contractuels du secteur privé, qui n'ont pas toujours de l'expérience dans le Nord ni la formation nécessaire pour offrir des soins culturellement adaptés dans les communautés inuites du Nunavut », exprime la vice-



Le président de NEU, Jason Rochon, et la vice-présidente Amanda Arsenault sont allés à la rencontre des travailleurs de la santé à Iqaluit en mars dernier. (Courtoisie NEU)

présidente du NEU, Amanda Arsenault, qui est également vice-présidente régionale pour la région de Kivalliq au sein de la NTFL.

Elle estime qu'au Nunavut, les travailleurs de la santé font face à des défis constants. Par exemple, à la fin de 2022, cinq des huit techniciens de laboratoire du territoire ont démissionné, invoquant le fait qu'ils avaient été exclus des primes de 10 000 \$ qui étaient à ce moment accordées aux infirmières.

Tout comme la NTFL, le NEU souhaite voir davantage de soutien et de possibilités de formation pour les Inuits voulant œuvrer dans le domaine de la santé, ainsi qu'une formation pour les travailleurs non inuits afin qu'ils puissent offrir des soins culturellement adaptés au Nunavut.

L'organisation désire également de meilleures conditions de travail pour tous les employés, ce qui comprend une hausse de la rémunération, davantage d'heures de repos et des politiques de rétention améliorées. « Le manque de soutien dans les milieux de travail à travers le territoire a un impact profond sur la santé mentale de tous nos travailleurs, y compris ceux du secteur de la santé », déclare Amanda Arsenault.

Quelles avancées ?

Dans un échange de courriels, le ministère de la Santé reconnaît que le personnel est confronté à des défis uniques. La pénurie d'employés se fait également ressentir au Nunavut. Il affirme que l'accès aux services de santé essentiels demeure sa priorité. « Le gouvernement du Nunavut continue de renforcer les mesures incitatives visant à attirer et à retenir les professionnels de la santé, tout en élargissant les programmes de pré-emploi, ainsi

que les possibilités de formation et d'éducation afin de bâtir une main-d'œuvre locale solide », soutient Allexxis Amores, en charge des communications du ministère.

En tant que syndicat représentant ces travailleurs, le NEU s'attaque continuellement à certains de ces problèmes liés à la rétention et aux horaires de travail par le biais de la convention collective, dont la plus récente a été ratifiée en décembre dernier et comporte des dispositions bonifiées pour les membres.

Le ministère de la Santé indique également poursuivre le renforcement des soins primaires et des services diagnostiques, notamment par l'élargissement des services à domiciles et pharmaceutiques, la réduction des listes d'attente et l'ajout de nouveaux outils de diagnostics et de soins virtuels. D'autres initiatives comme le Programme de triage téléphonique virtuel visent à soutenir les travailleurs de première ligne en période de forte demande et à leur offrir du temps protégé pour le repos et la récupération.

Le ministère affirme s'inspirer des principes de l'Inuit Qaujimajatuqangit tels que l'innovation et le travail collectif, afin de répondre aux défis du recrutement infirmier et d'assurer que les services de santé demeurent accessibles à l'ensemble des Nunavummiut.

Sara-Jayne Dempster déclare que ceci n'est pas suffisant : « Nous croyons que l'inaction actuelle des deux gouvernements continuera d'aggraver les inégalités en matière de santé entre le Nord et le reste du pays ». Elle poursuit : « Notre personnel infirmier et les autres professionnels de la santé sont épuisés, désillusionnés et quittent les territoires pour des emplois ailleurs où ils sont traités avec plus de respect », conclut la présidente de la NTFL.



Une culture afro-canadienne francophone façonnée par le métissage

La culture noire canadienne résonne dans la musique, la mode et la gastronomie, comme la « poutine congolaise ». C’est le fruit d’un mélange interculturel marqué par l’immigration, la résilience et la quête de reconnaissance qu’il faut souligner pendant le Mois de l’histoire des Noirs, mais aussi le reste de l’année.

Christian Hirwa, qui vit maintenant aux Territoires du Nord-Ouest, a grandi à Montréal, ce qui lui permet de comparer les réalités des communautés afro-canadiennes. (Courtoisie Marion Perrin)

Lê Hai Huong Vu – Francopresse

Aux yeux de Stanislas Bell, gestionnaire au Musée canadien des droits de la personne, au-delà de ces trois marqueurs culturels, un sentiment de liberté et de dignité porte cette culture afro-canadienne.

« Je trouve aussi qu’il y a une fierté derrière ça : le fait de ne pas se sentir emprisonné, de se sentir libre, de s’exprimer et de faire découvrir nos cultures aux autres communautés. »

Le directeur du Réseau TNO Santé dans les Territoires du Nord-Ouest, Christian Hirwa, le rejoint : les Afro-Canadiens francophones gagnent en visibilité, notamment dans les espaces publics et dans les grandes villes, ce qui leur permet de prendre l’initiative des conversations. C’est un progrès, selon lui, par rapport à la situation d’il y a 20 ans.

Prendre sa place par la culture et l’éducation

Parmi des figures historiques afro-canadiennes francophones, le professeur en histoire et chargé de cours à l’Université Laurentienne et l’Université Nipissing, Amadou Ba, évoque Marie-Josèphe Angélique, accusée d’avoir allumé un incendie ravageur à Montréal au 18^e siècle puis condamnée. Celle-ci est devenue un symbole de résistance et de liberté des personnes noires au Canada.

À Sudbury, le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) présentera la 26^e édition du Cabaret africain. Une soirée de musique, d’arts, de mode et de cuisine africaine. Selon le coordonnateur de projets du CIFS, Gouled Hassan, cet événement permet des échanges interculturels : il accueille environ 500 personnes, dont 70 % font partie de la communauté non africaine locale et 30 % de la communauté africaine.

L’éducation reste un autre pilier des échanges interculturels, selon lui. Le CIFS fait des tournées scolaires pour mettre en lumière les contributions de personnes issues de la communauté afrodescendante : « Malheureusement, les contributions de ma communauté ne sont pas très connues, parfois par la communauté elle-même. »

Par exemple, la tournée de cette année met en avant des figures pionnières, comme le premier joueur professionnel noir de la Ligue nationale de hockey, Willie O’Ree. Gouled Hassan indique que l’idée est de raconter l’histoire sous la forme d’un conte, en mettant en scène un jeune

garçon du même âge que les élèves, pour que son parcours soit plus proche d’eux.

Une présence qui date des premières heures

« Beaucoup de gens ne se rendent pas compte que l’histoire des Noirs canadiens date d’aussi longtemps », constate Christian Hirwa. Après tout, le premier noir qui a mis les pieds en Amérique, Mathieu da Costa, serait venu lors d’un voyage avec Samuel de Champlain en Acadie à titre d’interprète.

Amadou Ba dit avoir constaté qu’après l’abolition de l’esclavage en 1834, la présence des noirs était essentiellement anglophone. Celle-ci était composée de loyalistes, d’immigrants américains et caribéens.

La culture afro-canadienne s’est également renforcée grâce aux vagues d’immigration du XX^e siècle, selon les observations du professeur en d’histoire. « De la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu’à aujourd’hui, [...] beaucoup d’Haïtiens francophones sont arrivés, et on voit encore leur héritage : dans l’histoire, les marqueurs culturels, la participation, la contribution à la société. »

À cette immigration s’ajoutent depuis deux décennies les arrivées de l’Afrique francophone, comme le précise Amadou Ba : « Ils vivent en français et ils apportent leurs contributions à la francophonie : des Sénégalais, des Ivoiriens, des Congolais, des Camerounais. »

Un melting pot

La culture afro-canadienne se définit aussi par le mélange des concepts et des ingrédients, comme en témoigne Christian Hirwa. Il a pu récemment goûter à une poutine congolaise à Montréal. Une poutine québécoise à laquelle on a ajouté des saveurs et des épices congolaises et remplacé les pommes de terre par du plantain.

Par contre, difficile de retrouver toutes les saveurs de la maison ici. Il raconte avoir préparé une sauce en remplaçant les feuilles de manioc par des épinards, car il n’a pas accès au premier ingrédient au Canada. C’est un plat qu’il mange depuis son enfance, mais il regrette d’être incapable de le reproduire la version de ses parents au Canada.

Les générations nées ou qui ont grandi au Canada incarnent particulièrement cette hybridité, ajoute le résident des Territoires du Nord-Ouest. Elles combinent l’héritage culturel de leurs parents avec celui du Canada,

créant une identité nouvelle : « Mes parents me disent souvent : “Tu es une version de nous, mais canadiennisée” », raconte-t-il.

Pour lui, ce mélange est également présent dans la langue : « On l’entend souvent à Montréal : un accent qui mélange le créole et le québécois. »

Une célébration qui ne se limite pas au mois de février

Malgré cette richesse culturelle, les obstacles persistent : Gouled Hassan décrit le poids du statut d’« immigrant perpétuel ».

« Pour beaucoup de Canadiens, une personne noire reste un immigrant, même après 30 ans au Canada », constate-t-il. Cette exclusion se manifeste dès l’école, où il cite une étude du gouvernement ontarien de 2025 où une majorité d’enfants noirs disent ne pas sentir comme s’ils appartenaient réellement au Canada.

Selon Stanislas Bell, l’omniprésence de l’anglais constitue un obstacle pour plusieurs francophones qui s’installent dans les communautés francophones minoritaires. « Puisque c’est un exercice qui est mental et physique en même temps, ça fait parfois en sorte qu’il y a beaucoup de personnes qui sont découragées ou qui décident de carrément oublier leurs origines et de se concentrer sur [l’anglais]. »

Il explique que ce sentiment de découragement se traduit par des épisodes de honte, de moqueries, de discrimination ; notamment lorsque la personne a un accent. « C’est un défi de faire comprendre aux personnes qui sont bilingues ou aux personnes qui sont francophones que c’est un atout et que ce n’est pas quelque chose à perdre ou avoir honte. »

Il explique que ce sentiment de découragement se traduit par des épisodes de honte, de moqueries, de discrimination ; notamment lorsque la personne a un accent.

« Des mois comme le mois de février [le Mois de l’histoire des Noirs] sont une opportunité pour ces communautés de sortir, mais l’année compte 12 mois. Un seul mois ne suffit pas », croit-il. À son avis, cette pratique devrait devenir une habitude, avec des projets et des ressources délibérément planifiés.

Stanislas Bell affirme qu’on doit « avoir envie de partager sa culture et, de l’autre côté, avoir l’ouverture de recevoir cette culture [...], et c’est ce qui fait la beauté du Canada ».

Le Canada renforce sa présence au Groenland avec un nouveau consulat

Le 6 février dernier, le consulat du Canada a été inauguré à Nuuk, capitale du Groenland. C'est lors d'une visite de la ministre des Affaires étrangères, Anita Anand, en compagnie de la gouverneure générale du Canada, Mary Simon, de l'ambassadrice du Canada au Royaume du Danemark, Carolyn Bennett, et de l'ambassadrice du Canada pour l'Arctique, Virginia Mearns, que l'ouverture de ce bureau a été officialisée.

Nelly Guidici

Le Consulat offre dorénavant des services consulaires aux Canadiens qui visitent le Groenland et qui y vivent, mais cette ouverture concrétise surtout un renforcement des relations bilatérales et commerciales entre le Canada et le Groenland. « Le bureau consulaire va favoriser les liens entre les peuples et la mobilité, et amélio-

Mary Simon a rencontré Jens Frederik Nielsen, premier ministre du Groenland lors de sa visite à Nuuk.



ÉCOUTEZ ZONE ARCTIQUE

Le m 2 Louis Dubé, Rideau Hall © BSGG, 2026

rer la coopération en matière de gouvernance et de sécurité dans l'Arctique », a déclaré Affaires mondiales Canada le 4 février dernier.

La création d'une agence consulaire était l'un des engagements de la Politique étrangère du Canada pour l'Arctique et une étape importante dans le renforcement des liens entre le Canada, le Danemark et le Groenland.

Lancée il y a plus d'un an maintenant, le 6 février 2024, cette politique étrangère est le fruit de consultations avec les gouvernements territoriaux et provinciaux ainsi qu'avec les Inuits, les Premières Nations et les Métis. Hormis la Russie, des échanges continus avec les pays membres du Conseil de l'Arctique ont conduit à l'adoption définitive de cette politique étrangère.

Danemark, et que le Canada continuera de collaborer avec le Danemark, le Groenland et d'autres partenaires de l'Arctique, en se fondant sur la responsabilité partagée d'assurer la sécurité et la résilience de l'Arctique ».

Le Canada partage une frontière maritime de 3 000 km avec le Royaume du Danemark et entretient des relations culturelles de longue date avec les populations inuites des deux côtés de la frontière.

Une délégation inuite canadienne de plus de 90 personnes était présente lors de cette inauguration. Nathan Obed, président de l'Inuit Tapirit Kanatami, présent à Nuuk a rappelé, lors d'une allocution à l'extérieur du Consulat, que les Inuits du Canada sont solidaires des Inuits du Groenland.

RENFORCER LA DIPLOMATIE

Dans le cadre de cette visite, Anita Anand a participé à une rencontre trilatérale avec la ministre des Affaires étrangères et de la Recherche du Groenland, Vivian Motzfeldt, et le ministre des Affaires étrangères du Danemark, Lars Løkke Rasmussen.

Le développement de partenariats économiques, la coopération en matière de défense entre les trois pays et des enjeux relatifs à l'Arctique, notamment les priorités du Royaume du Danemark en tant que président du Conseil de l'Arctique, ainsi que l'inclusion et la mobilité des Autochtones, ont été abordés lors de cette rencontre.

Au cours de ces discussions, M^{me} Anand a réaffirmé que « l'avenir du Groenland doit être déterminé par le Groenland et le

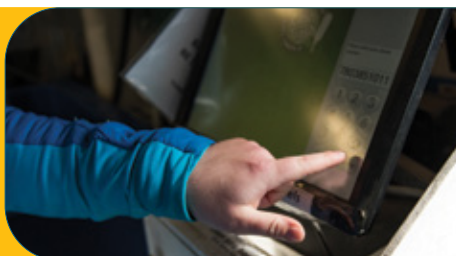


Anita Anand, ministre des Affaires étrangères, pose avec la gouverneure générale Mary Simon (à droite), à l'extérieur du Consulat le 6 février 2026 à Nuuk au Groenland.

Recyclez simplement vos contenants de boisson

ARRIVÉE

Connectez-vous à votre compte ou créez-en un



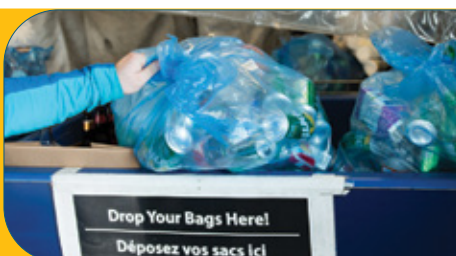
DÉPÔT

imprimez une étiquette pour chacun de vos sacs de recyclage au kiosque et déposez vos sacs



DÉPART!

Vous êtes prêt à repartir!



www.gov.nt.ca/fr/depotfacile



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Obstacles, diversité, réalités... quelle place pour le leadership des femmes francophones nordiques ?

Le lancement officiel de l'enquête *Renforcer le leadership des femmes francophones du Nord canadien* a eu lieu le 20 janvier dernier dans les trois territoires du Nord canadiens.

Angélique Bernard
– IJL – *L'Aurore Boréale*

C'est la première fois qu'une telle enquête sur la situation des femmes nordiques au Canada est menée au niveau panterritorial. Ce projet a été réalisé conjointement par Les Essentielles, la Fédération franco-ténoise et l'Association des francophones du Nunavut.

RÉSULTATS MARQUANTS : DES OBSTACLES ET UN MANQUE DE FORMATION

Dans les trois territoires, il ressort de l'enquête que les femmes francophones continuent de faire face à des obstacles dans leur exercice du leadership qui sont souvent liés à des défis propres au Nord. L'étude met notamment en lumière de nombreux obstacles tels que l'isolement géographique, la santé, la proche aidance, la crise du logement, le coût de la vie et un accès limité aux services de garde, ce qui rend la conciliation travail-famille encore plus difficile à gérer et produit une lourde charge mentale sur les femmes.

Sandie Redon, coordonnatrice du projet Femmes et égalité des genres pour la Fédération franco-ténoise, à Yellowknife, souligne que l'étude a fait ressortir « les besoins sur la partie formation continue et mentorat pour

se positionner sur des rôles en leadership et pour renforcer certaines compétences ».

Pour Charlie-Rose Pelletier, chargée de projets en égalité des genres chez Les Essentielles, la situation des TLM (toujours les mêmes) peut freiner la participation de certaines personnes. « Le fait qu'une poignée de personnes occupent plusieurs positions de leadership, cela fait en sorte que ça bloque peut-être certains profils plus diversifiés ou de nouvelles têtes pour représenter la communauté ou d'être dans des postes décisionnels. »

L'enquête a aussi révélé le besoin d'officialiser certaines politiques en équité, diversité, inclusivité et accessibilité (EDIA). Les organismes interrogés dans les trois territoires ont mentionné la difficulté d'offrir des services hors des centres urbains et des capitales. Un nouveau style de leadership est aussi ressorti. « Au lieu que ce soit un leadership associé au genre, soit un leadership féminin ou masculin, il y a vraiment une tendance vers un leadership inclusif, donc moins attaché au genre », ajoute M^{me} Pelletier.

Certaines des différences se situent au niveau des profils de leadership. Charlie-Rose Pelletier explique : « Au Yukon, nous avons un profil [de leadership] assez homogène de femmes cisgenres, caucasiennes, de 35 à 50 ans. Au Nunavut, on voit que c'est majoritairement des hommes issus de la diversité culturelle, puis au niveau des TNO, c'était plus partagé au niveau des genres et de la diversité culturelle. » M^{me} Redon renchérit qu'au Nunavut, il y a une difficulté à avoir des femmes à des conseils d'administration ».

Sandie Redon souligne également qu'il y a des choses très positives qui sont en train de se passer aux TNO, dont la création récente du comité Elles Ténoises+ qui commence à avoir du financement et un dynamisme qui se met en place par rapport à cette étude. « Il y a beaucoup d'élan. Ça se passe bien avec les deux autres territoires et on voit ce dynamisme panterritorial. »

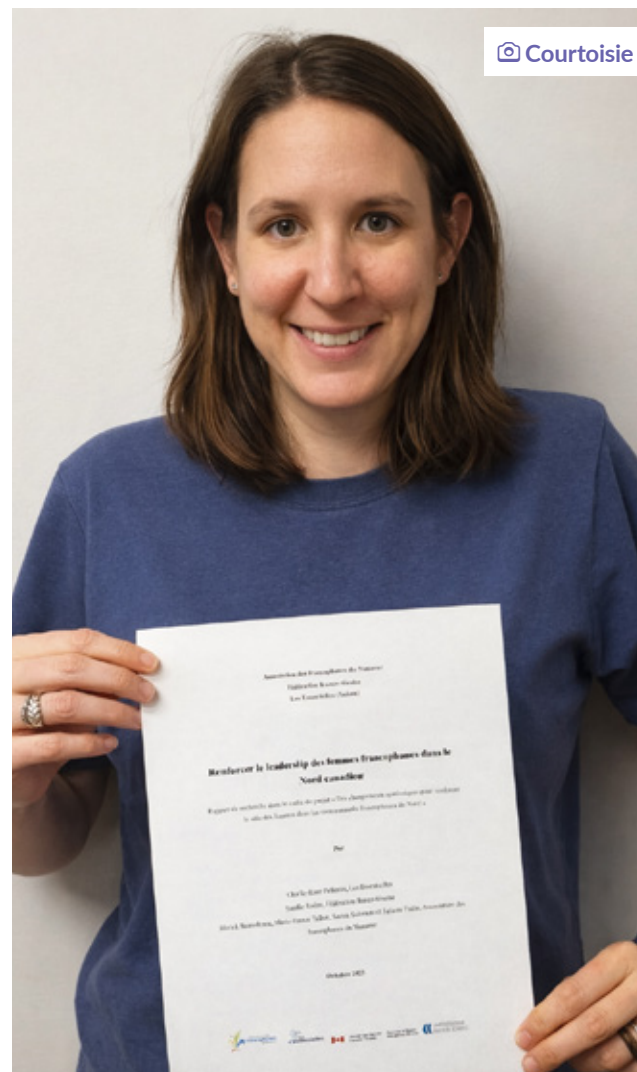
LE BESOIN D'UNE TELLE ÉTUDE

Une telle étude était nécessaire, car il existe très peu de données sur les femmes francophones vivant dans le Nord. Il est donc très difficile de comprendre leurs réalités et les conditions dans lesquelles elles exercent leur leadership.

Charlie-Rose Pelletier mentionne « qu'au niveau de nos communautés, elles tendent à se diversifier et à grandir [...] donc nous allons devoir développer notre communauté et avoir des milieux de leadership un peu plus représentatifs de la population et de la prochaine génération et de la nouvelle vague d'immigration qui va venir ».

« Cette étude fait suite à un forum communautaire sur les besoins des Franco-Ténoises en 2022 », explique Sandie Redon. « Elle a fait ressortir un certain nombre de besoins, dont le manque de données ». Grâce au financement qui a rendu possible cette étude, elle a pu être embauchée pour coordonner le projet pour les T.N.-O.

La collecte de données et les démarches ont été les mêmes dans les trois territoires. Une revue de littérature a eu lieu en 2024. De janvier à mai 2025, les trois organismes ont organisé des sondages en ligne pour les femmes francophones et les personnes s'identifiant comme alliées, des entrevues individuelles, des consultations publiques et des rencontres avec des organismes communautaires



Sandie Redon, coordonnatrice du projet Femmes et égalité des genres pour la Fédération franco-ténoise, présente l'enquête Renforcer le leadership des femmes francophones du Nord canadien.

francophones pour bien cerner les réalités des femmes francophones vivant dans le Nord. Cent-vingt-deux femmes francophones, quinze organismes francophones et sept personnes s'identifiant comme alliées ont participé à l'enquête.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Les organismes féministes francophones des territoires utilisent actuellement les données de l'étude pour accompagner les organismes francophones pour développer des actions qui sont alignées avec l'EDIA.

Il y a aussi une volonté de pérenniser et de stabiliser le partenariat panterritorial. « C'est un partenariat qui fonctionne et qui est agréable. Le rapport de recherche est comme une porte d'entrée vers d'autres rapports qu'on aimerait remettre avec plus de données sur notre communauté et sur notre population », mentionne Pelletier.

Les deux femmes ont parlé de l'importance de créer une Table de concertation panterritoriale pour inviter plus de gens autour de la table et discuter des enjeux qui touchent les trois territoires, comme les crises climatiques, l'écoanxiété, le développement durable et les impacts des évacuations dans le Nord sur la santé mentale des gens.

Sandie Redon conclut en mentionnant l'importance de faire un travail avec les personnes alliées. « Quand on parle de changement systémique, il faut que tout le monde se lance dans le moment et comprenne que, même en 2026, les droits acquis, ça n'existe pas. On a un travail à faire pour les sensibiliser et trouver un moyen pour rassembler tout le monde. »



Charlie-Rose Pelletier, chargée de projets en égalité des genres chez Les Essentielles, présente l'enquête Renforcer le leadership des femmes francophones du Nord canadien.

LES AS DE L'INFO



L'Aiglon, 13 février 2026



Sports d'hiver : moins de neige, plus de défis pour les athlètes

Les Jeux olympiques d'hiver ont commencé à Milan-Cortina! Mais derrière les médailles et les images spectaculaires, il y a un autre décor. Un décor... qui change. Le climat se réchauffe et plusieurs athlètes de sports d'hiver sont bien placés pour en constater les effets. Pour certains, s'entraîner devient de plus en plus compliqué. On t'explique pourquoi!

CLÉMENCE TESSIER
AS DE L'INFO

Philippe Marquis est un ancien skieur acrobatique canadien. Il a participé à deux Jeux olympiques : ceux de Pyeongchang (Corée du Sud, 2018) et de Sotchi (Russie, 2014). Aujourd'hui, il entraîne de jeunes skieurs qui aimeraient un jour suivre ses pas.

« Les changements que j'ai vus depuis une dizaine d'années, c'est complètement fou », a-t-il dit à Francopresse.

C'est vers la fin de sa carrière olympique, en 2018, que Philippe Marquis a commencé à observer des changements. Les glaciers où il avait l'habitude de s'entraîner se transformaient sous ses yeux... et se détérioraient. « La glace était terne, grise, il y avait beaucoup de déchets », a-t-il raconté à propos d'un glacier en France.

Au Canada aussi

En Colombie-Britannique, le glacier Horstman fond lui aussi à grande vitesse, ce qui force les athlètes à déplacer leurs zones d'entraînement. « Depuis trois ans, il n'opère plus et a complètement fermé par manque d'épaisseur de neige », a déploré Philippe.

Lorsque la neige est moins abondante et stable, certaines pistes peuvent devenir dangereuses.

Selon lui, cette réalité complique l'entraînement des sportifs. « Ce n'est pas facile. Il faut être flexible et ouvert à avoir des plans qui changent à la dernière minute », confie-t-il.



Le biathlète Jules Burnotte.
(Courtoisie)



Le skieur et entraîneur Philippe Marquis.
(Courtoisie)



Photo Daan Geurts/Unsplash

Les changements climatiques menacent les sports et les Jeux olympiques d'hiver.

Selon une étude de l'Université de Waterloo, en Ontario, 8 des 21 endroits à avoir accueilli les JO depuis 1924 ne pourront plus le faire d'ici 2050.

Des athlètes qui s'adaptent... et qui agissent

Les athlètes doivent donc trouver des solutions. « On fait plus d'entraînements au même endroit, au lieu de voyager partout », explique Philippe.

« Il y a toujours de la neige quelque part. Mais c'est plus difficile pour les jeunes et pour ceux qui n'ont pas beaucoup de

moyens », ajoute Jules Burnotte, un biathlète québécois qui a participé aux Jeux olympiques de Beijing (Chine, 2022).

En octobre dernier, près de 80 athlètes canadiens ont signé une lettre pour demander au premier ministre Mark Carney de mettre la protection de l'environnement dans ses priorités.

« Il ne faut pas mettre le sport et l'environnement en opposition. On peut pratiquer un sport de haut niveau tout en faisant

attention à la planète », souligne Jules Burnotte.

Philippe Marquis reste tout de même optimiste pour l'avenir : « Quand les choses changent vite, ça oblige les gens à s'ajuster et à inventer de nouvelles solutions pour s'en sortir »!

Et toi, trouves-tu que les hivers ont changé chez toi?

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.



La vidéo de la semaine : Bad Bunny invite le monde entier à danser!



Impossible de ne pas sourire en regardant cette vidéo du rappeur Bad Bunny! C'est la bande-annonce de son spectacle de la mi-temps du Super Bowl, qui a lieu le dimanche 8 février. Et ça promet!



Photo Capture d'écran

CAROLINE BOUFFARD – AS DE L'INFO

[VISIONNER LA VIDÉO](#)

Sur sa chanson BAILE INOLVIDABLE (qui veut dire « La danse inoubliable »), on voit l'artiste de Porto Rico danser avec plein de personnes différentes, de tous les genres, de tous les âges, de tous les styles et de toutes les origines. Le message : TOUT le monde est le bienvenu! D'ailleurs à la fin, on peut lire The World Will Dance (« Le monde va danser »).

Mais le spectacle de Bad Bunny au Super Bowl pourrait être aussi rythmé que... politique! C'est un fait connu que Bad Bunny est anti-Donald Trump. Dimanche, lorsqu'il a gagné un prix Grammy, il a profité de son discours pour critiquer son gouvernement.

C'est entre autres parce qu'en ce moment, le gouvernement américain mène de grandes opérations pour expul-

ser les immigrants. Parmi eux, il y a beaucoup de latinos. Alors que Bad Bunny, lui, défend fièrement sa culture latine : il a annoncé que « ce spectacle, c'est pour ceux qui sont venus avant moi, pour mon peuple, pour ma culture, pour notre histoire. »

D'ailleurs, Bad Bunny a décidé de ne faire aucun concert aux États-Unis à l'exception du Super Bowl. Ce boycottage est une façon pour lui de protester contre Trump et de protéger ses fans qui pourraient être ciblés par la police d'immigration, ICE. Bref, c'est pour toutes ces raisons qu'on peut s'attendre à ce qu'il profite du spectacle pour lancer des messages!

Le 60^e Super Bowl

Quand? Le dimanche 8 février à 18 h 30

Qui? Les Patriots de la Nouvelle-Angleterre affronteront les Seahawks de Seattle

Où le regarder? Le match sera diffusé sur RDS en français, et sur CTV et TSN en anglais.

Vas-tu regarder le Super Bowl? Ou c'est plus le spectacle de Bad Bunny qui t'intéresse? Dis-moi!

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

Ambelem Chenumu et le mois de l'histoire des noirs

Pour Ambelem Chenumu, immigrant camerounais établi dans les TNO depuis plus de dix ans, le mois de l'histoire des noirs est un moment essentiel. À travers la Black Advocacy Coalition, il crée des espaces de dialogue, de soutien et de célébration pour renforcer une communauté inclusive et tournée vers l'avenir.

Élodie Roy

Le mois de l'histoire des noirs n'est pas seulement une commémoration annuelle pour Ambelem Chenumu, c'est un moment clé de réflexion, de visibilité et surtout de rapprochement. Immigrant originaire du Cameroun et établi dans les TNO depuis plus de dix ans, il incarne une voix importante de la communauté noire dans une région où elle reste minoritaire et parfois peu visible.

Amoureux du Nord

Arrivé dans le Nord afin de poursuivre ses études, Ambelem a rapidement découvert une réalité communautaire unique, marquée par des liens forts, une grande proximité humaine et une ouverture à l'authenticité. « Le Nord m'a permis d'être pleinement moi-même dans ma communauté. C'est quelque chose de rare. » Cette expérience, enrichie par son travail auprès de gouvernements et de communautés autochtones, a profondément influencé sa compréhension du leadership : un leadership ancré dans le respect, la transmission et la responsabilité envers les générations futures.

L'importance du moi de février

C'est dans cet esprit qu'il vit le mois de l'histoire des noirs. Pour lui, février est une occasion d'être « un peu plus visible »,



Ambelem Chenumu, président et fondateur du Black Advocacy Coalition, conseiller politique au gouvernement, président de Krystal locations de voitures, bientôt chasseur d'aurores et bien plus encore. (Courtoisie site web de Ambelem Chenumu)

d'apprendre davantage sur les histoires noires et de transmettre ces connaissances, notamment à ses enfants. Il souligne l'importance de commencer ces conversations tôt, afin que les jeunes puissent grandir en appréciant leur identité tout en respectant celle des autres. « Février est important, mais nous sommes noirs tous les jours de l'année. »

Dans le Nord, où les communautés noires sont diverses par leurs cultures, langues et parcours, le mois de l'histoire des noirs devient aussi un temps pour briser les silos internes et renforcer la solidarité. « Même si nous sommes tous noirs, nos réalités sont différentes », rappelle Ambelem, pour qui ce mois sert à créer des ponts, autant à l'intérieur de la communauté qu'avec les autres.

BackupNorth

En tant que fondateur et président de la *Black Advocacy Coalition*, Ambelem œuvre à offrir un espace de rassemblement, de soutien et de collaboration. À travers des initiatives comme leurs soirées de gala le 7 de mars, axées sur le bien-être et la santé mentale, il démontre que célébrer l'histoire noire, c'est aussi prendre soin du présent et préparer l'avenir.

Pour Ambelem Chenumu, ce moi est simple, mais profondément significatif : une invitation à s'ouvrir, à partager et à reconnaître que la compréhension mutuelle est l'un des fondements d'une communauté plus forte et plus inclusive.

Le savez-vous ?

En 2026, votre Aquilon a 40 ans !

Chaque semaine, nous vous proposons de célébrer cet anniversaire en (re)découvrant un dessin, une photo ou un texte issu de ces quarante dernières années...

Souvenir d'un concours de dessin du 25 avril 1986... les résultats au prochain épisode

